



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
8 mars 2005  
Français  
Original: anglais

---

### **Lettre datée du 4 mars 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration sur le référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution au Burundi faite le 4 mars 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Luxembourg  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Jean-Marc **Hoscheit**



**Annexe à la lettre datée du 4 mars 2005, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration sur le référendum pour l'adoption  
d'une nouvelle constitution au Burundi, faite le 4 mars 2005  
par la présidence au nom de l'Union européenne**

L'Union européenne salue le bon déroulement du référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution, organisé au Burundi le lundi 28 février 2005, ainsi que le taux élevé de participation.

L'adoption de la nouvelle constitution burundaise est un pas crucial dans la voie du retour à la paix et à la stabilité au Burundi, ainsi que dans toute la région des Grands Lacs.

L'Union européenne encourage le Burundi à réaliser le plus rapidement possible les étapes restantes de la mise en œuvre du processus électoral prévues par les accords de paix. L'Union européenne appelle de ses vœux une participation de l'ensemble des forces politiques à ce processus, et leur lance un appel instant à accepter sans réserve l'expression de la volonté du peuple.

La Bulgarie et la Roumanie, pays adhérents, la Croatie\* et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à la présente déclaration.

---

\* La Croatie continue à participer au processus de stabilisation et d'association.